

LES DIVERGENCES S'APPROFONDISSENT A LA DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

par Sirio di Giuliomaria

À la session de juin du Comité central du P.C.I., pour la première fois, une partie des membres du C.C. vota contre un document proposé par le Bureau politique ou s'abstint.

La session du C.C. qui s'est tenue du 26 au 30 octobre a fait ressortir un approfondissement de la différenciation interne, du point de vue, non seulement de son contenu politique, mais du nombre de cadres dirigeants concernés. Pour la première fois, les différenciations au sein des organes dirigeants, du Secrétariat national au Bureau politique et au Comité central, furent relevées et donnèrent lieu à une âpre discussion, au cours de laquelle les menaces et les intimidations employées par les bureaucrates échauffèrent l'atmosphère.

Après la session de juin du C.C., où avait été soulevée la question du « parti unifié » (l'unification proposée par le

P.C., le P.S.I.U.P. et l'aile gauche du P.S. de Nenni, qui participe à la coalition gouvernementale), des discussions eurent lieu à de nombreuses réunions du parti, à tous les niveaux. Au sein des directions d'organisations importantes du parti, comme celles de Rome et de Milan, la question fit l'objet d'un vote, et une minorité importante de dirigeants locaux de l'aile gauche vota contre la ligne de la majorité en faveur du « parti unifié », ou s'abstint. Dans les réunions des sections locales, les militants de base concentrèrent la discussion sur les deux points brûlants : la question du « parti unifié », et celle du Vietnam.

Le Comité, qui avait été désigné par le C.C. de juin, pour élaborer le projet de thèses en vue du prochain congrès, fut mis en veilleuse, et c'est le Bureau Politique qui présenta les thèses au C.C. en octobre.

vaillent à construire une nouvelle coalition gouvernementale qui pourrait englober une partie de l'aile gauche des ouvriers.

Ingrao insista enfin sur la nécessité d'introduire plus de démocratie interne et

d'enterrer pour toujours le monolithisme, en admettant la libre discussion des divergences, même quand elles se manifestent au sein d'organismes dirigeants, tels que le Bureau politique.

La discussion

Le discours d'Ingrao fut suivi d'interventions favorables ou contraires à sa position. Ce qui est remarquable c'est que, non seulement ceci fut fait ouvertement, mais qu'il en fut clairement rendu compte par l'Unità, le quotidien du P.C.I.

Environ quinze membres du C.C., y compris les deux qui avaient parlé avant Ingrao, montèrent à la tribune pour appuyer totalement ou partiellement. Parmi eux, on doit citer Garavini (secrétaire de la Fédération des coopératives), Reichlin (ancien éditeur de l'Unità, actuellement secrétaire d'une organisation régionale et membre du Bureau politique), Petruccioli (membre du Secrétariat national des J.C.), Paolicchi (ancien président de la Fédération des coopératives), Natoli (dirigeant très populaire dans l'organisation de Rome du P.C.), Rossano (président de la Commission nationale des problèmes culturels), Pintor (ancien co-éditeur de l'Unità). Parmi les anciens dirigeants du Parti, on doit noter que Colombi se détacha de la majorité, et que Vidali (dirigeant de l'organisation de Trieste), Secchia et Roasio critiquèrent les thèses, et réclamèrent davantage de démocratie interne.

Les opposants d'Ingrao l'attaquaient très durement : on lui reprocha d'avoir envoyé d'avance l'étude de son discours à l'Unità et d'avoir voté les thèses avec Reichlin, au Bureau politique, puis de les critiquer ensuite (Ingrao avait indiqué que son vote signifiait seulement qu'il considérait les thèses comme une base de

discussion.

On lui opposa qu'un membre du Secrétariat national, ou même du Bureau politique, ne doit pas exposer librement ses divergences en dehors des organes dirigeants auxquels il appartient.

Il est clair que ce fait chagrine les bureaucrates du parti, qui ne s'attendaient pas à ce qu'Ingrao aille si loin dans ses critiques.

La réponse d'Alicata (membre du Secrétariat national) permit de connaître des parties de discours des membres de l'aile gauche, citées par lui alors qu'elles n'avaient pas été publiées par l'Unità : on sut aussi que Pintor avait déclaré que le P.C.I. était à la remorque du P.S.I. et que le groupe dirigeant du P.C. avait peur de concentrer l'action du parti dans les usines.

Dans sa réponse, Longo ne nia pas formellement le droit d'Ingrao et de Reichlin d'avoir des divergences. Mais, répondant à Pintor, Roasio, Secchia et Vioali qui l'accusaient d'« intimidation illimitée » parce que les thèses et ses derniers discours mettaient le parti en garde contre les dangers des tendances et des fractions, il les invita à ouvrir les yeux sur les positions de groupes extérieurs, y compris les groupes pro-chinois, qui appellent à construire des tendances à diviser et à désintégrer le Parti. Il cita l'information donnée par Occhetto sur l'exclusion d'un groupe pro-chinois de l'organisation des jeunes de Milan, et la circulation d'une « lettre mensuelle » invitant tous les membres du parti à former une fraction.

Le rapport de Longo

DANS son rapport au C.C. sur le projet de thèses, Longo, le secrétaire national du Parti insista sur l'une des idées essentielles de ce document, dont il savait qu'elle avait rencontré une forte opposition au sein du Comité chargé de préparer les thèses, et au sein même du Bureau politique : l'« échec » de la politique du centre gauche du gouvernement. Mais, après avoir critiqué cette politique, il énonça plusieurs objectifs substantiellement identiques à ceux du plan Pieraccini (le plan du gouvernement), ce qui était visiblement, une ouverture en direction des secteurs du

Parti socialiste qui critiquent, non pas la formule du centre gauche, mais la façon dont elle est réalisée. Sur le problème des forces à mettre en œuvre pour réaliser le programme énoncé par les thèses, il n'apporta rien de nouveau. Il insista seulement sur la nécessité de renouveler le gouvernement actuel, ce qui était, sans doute, une concession à l'aile gauche. Le combat pour renverser le gouvernement doit être, selon lui, mené en constituant une majorité nouvelle, formée de tous les partis de gauche et des « forces catholiques les plus objectives et les plus moralement engagées ».

L'aile gauche exprime ses divergences

INTERVENANT après d'autres critiques du rapport de Longo, le discours d'Ingrao fut la réaction la plus remarquable.

L'analyse fournie par les thèses, dit-il, ne souligne pas suffisamment la question politique la plus importante : « la nécessité d'un front et d'une majorité nouvelle, capables d'orienter l'économie dans son ensemble et, par là, d'influencer fortement les décisions des secteurs avancés de l'industrie et du big business. Sans cela, les conditions de vie de la classe ouvrière se détérioreront. De ce point de vue, le contenu de l'ordre économique et politique qu'on veut réaliser dans l'immédiat et qui n'est pas encore un ordre socialiste, doit être clairement formulé. Il vaut mieux définir la lutte nécessaire pour atteindre ces buts ».

« Pour influencer fortement les secteurs avancés de l'économie, la participation de l'Etat à la propriété de quelques entreprises n'est pas suffisante à moins qu'elle intervienne dans le cadre d'une économie planifiée. Il est nécessaire de créer un mouvement de masse qui soit capable de conquérir les instruments, tant du pouvoir public que de l'intervention ouvrière dans les usines ; il est nécessaire d'acquérir des éléments d'information, de contrôle, de négociation, en ce qui concerne les investissements et l'organisation du travail dans les grandes entreprises. » Selon Ingrao, cette idée n'a pas, dans le projet de thèses, la place déterminante qui devrait être la sienne.

« Nous devons renforcer notre critique de la politique qui donna l'illusion que nous pouvions nous servir de l'Etat tel

qu'il est pour faire face au système et le corriger. Nous avons dit qu'il était nécessaire de transformer la machine d'Etat et de nous appuyer sur un large mouvement de masse. De notre action et de notre dialogue avec les autres forces politiques, il est nécessaire que la continuité et la correspondance entre notre programme politique et le mouvement de masse ressortent plus nettement. Une vague pression d'en bas exploitée par les politiciens n'est pas suffisante. Il faut quelque chose de plus : un changement réel ne peut s'imposer que dans la mesure où les rapports de forces sociaux et politiques se sont eux-mêmes modifiés. Un contrôle sur les mouvements du capital par des moyens uniquement politiques, et d'en haut, et non par les moyens sociaux, d'en bas, est une illusion. Ceci jette une lumière nouvelle sur une nouvelle série de problèmes : la portée politique de l'établissement d'un nouveau pouvoir contractuel des ouvriers dans les usines ; la gestion par les paysans des organismes de la réforme agraire ; le contrôle populaire sur les institutions de l'Etat ; la participation des syndicats à la gestion des institutions de Sécurité sociale. »

« Formuler ces objectifs signifie qu'on a l'intention de progresser dans la lutte politique et sociale prise comme un tout, dès lors qu'on adopte des buts qui sont nouveaux même par rapport à ceux de notre dixième congrès. Le projet de thèses devrait le dire avec plus de force, sans doute, aujourd'hui comme hier, notre plateforme est une plateforme de lutte antimonopoliste, mais avec un contenu plus avancé, qui pose la question du pouvoir de façon plus directe. »

Après avoir nié que sa position soit de l'économisme, Ingrao insista sur la nécessité d'aboutir à une action unie avec le PSIUP (le nouveau parti socialiste) et l'aile gauche du PSI (le PS de Nenni).

« Cette orientation vers l'unité d'action sur les problèmes fondamentaux est d'autant plus indispensable, dit-il, que la plateforme de nos adversaires devient plus précise. C'est la nécessité de définir cette plateforme qui m'a conduit à considérer comme inadéquate la formule de l'« échec du centre gauche ». Le projet de thèses souligne sans doute fortement les dommages sérieux que cette politique a causés au pays ; mais il ne montre pas clairement comment et sur quelles bases politiques les cercles dirigeants bourgeois tra-

Le dilemme des bureaucrates

APRES la discussion, le C.C. vota, à l'unanimité, une résolution convoquant le Congrès national du 25 au 30 janvier 1966, adoptant la ligne générale définie par les thèses, et faisant confiance au Bureau politique pour les éditer, en « prenant en considération les contributions positives apportées par la discussion ».

Le fait que la résolution finale ait été votée à l'unanimité, à la différence de ce qui s'était passé au C.C. de juin, ne doit pas être considéré comme un recul. La caractéristique la plus importante de cette session a été l'approfondissement des divergences dans tous les domaines, ceci dans une période aussi sensible que celle qui précède un congrès.

Il est encore trop tôt pour parler des répercussions de cette session au sein du parti. Il n'est cependant pas douteux que tous ont compris la nature des divergences, et qu'elles seront discutées dans les réunions de préparation au congrès. La direction bureaucratique s'efforce d'en appeler aux « activistes », en usant d'arguments démagogiques. Elle veut montrer que les militants du Parti travaillent très dur, certains des dirigeants perdent leur temps dans des discussions inutiles. Comment Ingrao et son groupe réagiraient-ils au feu serré de la bureaucratie ? Il est difficile de le dire dès maintenant. La rapidité avec laquelle la tendance de gauche se développera au sein du P.C.I. dépend maintenant largement de l'attitude des partisans d'Ingrao.

À l'extérieur du P.C., l'accueil fait aux positions d'Ingrao a déjà suscité une réaction défavorable chez un des dirigeants de l'aile gauche du P.S.I. (Santi, membre du parlement, et ancien dirigeant de la C.G.T.I.).

Les bureaucrates du P.C.I. se trouvent ainsi immédiatement devant un dilemme : ou laisser se développer la démocratie interne, en permettant à l'aile gauche de se renforcer ; ou abattre une main de fer et gâcher ainsi toutes les chances de rapprochement avec certains secteurs du P.S.I. qu'ils ont courtoisés. On ne doit pas oublier que certains de ceux qui suivent Amendola (qui a lancé la « discussion » sur le « parti unifié ») s'ils ont des positions droitières et social-démocrates, sont très sensibles aux problèmes de la démocratie

interne, car ils sentent qu'un parti bureaucratique du type stalinien ne peut avoir un « dialogue » suivi avec les couches petites-bourgeoises.

La direction bureaucratique du P.C.I. se trouve à un tournant important et significatif : ses méthodes s'avèreront de plus en plus inaptes à endiguer le flot montant.

Vient de paraître, le n° 26 de

QUATRIEME INTERNATIONALE

EDITORIAL :

L'ASIE EN CRISE

NOTES EDITORIALES :

Contradictions des élections allemandes
Bolivie, la lutte atteint le stade de la guérilla.

Le conflit indo-pakistanaï.

H. VALLIN. — Les causes de la défaite du Parti communiste indonésien.

C. BIVANCHE. — Blackpool 1965

Joseph HANSEN. — Un nouveau champ de bataille pour « Che » Guevara.

E. GERMAIN. — Crise de croissance ou crise d'effondrement du Marché commun ?

Th. THALASSINOS. — Tandis que le combat se poursuit (Grèce).

C. HENRY. — La classe ouvrière française, « force d'appoint » dans l'élection présidentielle.

La « vole roumaine ».

Livio MATTAN. — Les thèses pour le Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale.

Sandro MANTOVANI et Ilario RIVERA. — L'intelligentsia soviétique, de la « déstalinisation » à la révolution politique.

Pierre FRANK. — Construire l'Internationale... à coup de citations.

BLASCO (Pierre TRESSO)

Documents. — Le coup d'Etat militaire en Algérie et le régime Boumediène. — Sur la crise grecque. — Arrêtez la terreur impérialiste à Aden !

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Plenum du Comité Exécutif de la IV^e Internationale. — Bolivie — Chili — Inde — Algérie — Pologne — URSS — France — Belgique.

CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

par Pierre FRANK

une brochure de 32 pages

2 F

Commander à Quatrième Internationale
21, rue d'Aboukir, PARIS-2^e
C.C.P. P. Frank, 12 648-46 Paris